Les Echos Tous droits réservés - Les Echos 27/11/2013 P.

**Les éléments les mieux formés des nouvelles générations sont en train de quitter la France.** *Photo ImageSource/RÉA*

# Une réforme fiscale, oui, mais qu'elle profite à notre jeunesse !

La remise à plat de notre système fiscal annoncée par le Premier ministre est un tour de passe-passe. Tout sera fait pour ne pas fâcher les clientèles habituelles, à commencer par les syndicats. D'autres solutions existent.

LA **CHRONIQUE** *d'* **Edouard Tétreau**

Le poids des mots, le choc des vidéos. Le Premier ministre depuis mai 2012 avait annoncé la couleur : en matière de fiscalité, le moment est venu de tout remettre à plat. Faisons fi des erreurs et zigzags depuis dix-huit mois : « tabula rasa, et caetera ». Une vidéo postée sur votre site préféré d'informations économiques donna le ton de l'ouverture de ce chantier. Un décor immuable : les ors de Matignon. A la notable exception de Bernard Cazeneuve, le seul à avoir l'expérience et la légitimité du secteur privé, se retrouvent les mêmes acteurs syndicaux et gouvernementaux. Le Premier ministre ouvre ce moment historique par les mots suivants : « *Ce n'est pas une surprise de se retrouver. Ce n'est pas un événement en soi, puisque nous avons l'habitude de nous voir souvent.* » En effet. Et avec les résultats que l'on connaît.

La ritournelle des consultations des partenaires sociaux va aboutir aux mêmes résultats qui plombent l'économie et la société françaises depuis des décennies. Les uns, au gouvernement, ayant la légitimité du suffrage universel, vont manœuvrer pour prolonger leur bail ministériel. Les autres, dirigeants de syndicats représentant 8 travailleurs sur 100 en France, vont, à la notable exception de la CFDT, faire du chantage, menacer de bloquer, de faire grève. Et obtenir pour eux-mêmes et leurs obligés le maximum de privilèges.

Le tour de passe-passe est en train de réussir. Qui parle encore de la dérive des dépenses publiques ? Qui s'émeut du fait que l'Etat s'endette chaque année de 37 milliards d'euros supplémentaires pour financer les retraites des fonctionnaires, non couvertes par leurs cotisations ? Qui, ces dernières semaines, a protesté contre le « plan d'avenir pour la Bretagne », région aux nombreux élus socialistes, qui pourrait passer subitement de 1 à 2 milliards d'euros ? L'argent public semble tomber du ciel, mais à certains endroits et pour certaines catégories et démographies seulement. Marseille, ville dont la réputation de rigueur financière n'est plus à faire, est un objectif électoral majeur pour les prochaines élections municipales. Résultat : d'un coup de baguette magique, on décrète un plan de 3 milliards d'euros, pris dans les poches des entreprises et des ménages.

Le silence des agneaux. Comme si la société française acceptait, au fond, de se laisser dévaliser au profit de quelques-uns car telle serait la règle du jeu dans notre pays et qu'il faudrait la subir sans jamais réagir. C'est avec la même indifférence que le pouvoir a réagi à un sondage qui, pourtant, écrit noir sur blanc sa condamnation, au présent et au futur. Il ne s'agit pas de la cote d'impopularité de l'exécutif français, qui oscille entre 70 % et 80 %. Mais de quelque chose de bien plus dramatique puisqu'il s'agit de l'avenir du pays et de la place que les générations au pouvoir entendent laisser à leurs enfants.

> On peut rendre variable le taux d'impôt sur les sociétés selon le nombre de jeunes recrutés.

> On peut aussi réduire à zéro les charges pendant trois ans pour l'embauche d'un jeune.

L'Afij, Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, a publié un sondage sur la situation des jeunes diplômés français, un an après l'obtention de leur diplôme en juin 2012. Le résultat est terrifiant. En septembre 2013, 47 % de ces jeunes étaient toujours sans emploi et 16 % en contrat temporaire de moins de six mois. Un tiers seulement s'en sort. Voilà le vrai résultat de décennies de politiques économiques et fiscales, de droite comme de gauche, qui ont dilapidé l'argent public. Les nouvelles générations, celles qui feront que ce pays tiendra debout dans dix ans ou disparaîtra, sont aujourd'hui sacrifiées par le pouvoir politique et syndical.

Oui, le moment est venu de tout remettre à plat. Ma proposition cette semaine ? Il s'agit, pour le président de la République, le seul aujourd'hui légitime pour une telle action, de reprendre l'initiative. De faire une réforme fiscale orientée au bénéfice des nouvelles générations. Elles, seules ou en priorité, doivent être représentées dans les négociations en cours. On peut tout imaginer pour elles : par exemple, rendre variable le taux d'impôt que paient les sociétés en France selon le nombre de jeunes qu'elles auront recrutés dans l'année. Ou encore réduire à zéro – oui, à zéro – le montant des charges sociales pour l'embauche des jeunes dans les trois prochaines années. Ou même conditionner l'obtention du crédit d'impôt compétitivité emploi, effectivement imparfait, à un nombre d'embauches de jeunes. On peut tout imaginer, à trois conditions :

1. réserver ces avantages pour les entreprises de l'économie marchande, la seule à même de créer des richesses économiques durables ;
2. tailler dans le gras des dépenses inutiles et de confort, tournées vers le passé – le catalogue de ces économies nécessaires est fourni gratuitement par le rapport de la Cour des comptes chaque année ;
3. enfin et surtout, agir vite, très vite. Les éléments les plus formés de ces nouvelles générations sont en train de quitter la France à une vitesse inimaginable. Croire que les autres vont se laisser sagement détruire par le désespoir, sans recourir, à un moment donné, à une violence à la mesure de leur mise au ban de la société française est une vue de l'esprit. Combien de temps reste-t-il au président Hollande avant que des incidents graves n'emportent le pays, et peut-être même son job ? Quelques mois ? Quelques semaines ? L'horizon est bien celui-là. Certainement plus 2017, ni même les municipales de 2014. Il est minuit moins cinq, monsieur le Président.

**Edouard Tétreau** est associé gérant de Mediafin.
www.etatsunisdeurope.com